

77|aéroport de Roissy Le réseau démantelé est d'une ampleur impressionnante. Vingt-six personnes ont été interpellées, dont des gérants du BTP du Val-d'Oise et de la Seine-Saint-Denis.

Le trafic de migrants rapportait des centaines de millions d'euros

Le réseau d'immigration clandestine démantelé par l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim) de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle est d'une ampleur impressionnante. Il aurait généré des centaines de millions d'euros. 26 personnes ont été interpellées en plusieurs vagues, dont des gérants du BTP du Val-d'Oise et de la Seine-Saint-Denis.

Frédéric Naizot

Toute une filière de trafic de migrants démantelée, 11 millions d'euros d'avoirs criminels saisis dont des voitures de luxe, des espèces et des cryptomonnaies, neuf maisons et quatre commerces, de l'or et des bijoux : l'enquête de l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim) de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle (Val-d'Oise), en relation avec Europol, a permis l'interpellation de 26 personnes ces derniers mois, dont 15 ont été incarcérées. Un dossier exceptionnel par son ampleur : selon le service d'enquête, ce réseau indopakistanaï a généré des sommes colossales. Il est question de centaines de millions d'euros...

« Nous les soupçonnons d'avoir fait entrer en France plusieurs milliers de personnes originaires du Népal, d'Inde ou du Sri Lanka », estime le commissaire Julien Gentile, directeur de la PAF Roissy (police aux frontières). Les migrants du sous-continent indien avaient pour projet de gagner l'Europe, les États-Unis ou le Royaume-Uni et chacun d'entre eux devaient verser entre 15 000 et 26 000 €, selon la destination.

Passeurs, blanchisseurs, courtiers occultes

« Ils facilitaient le voyage des migrants via Dubaï ou des États africains, tout en leur procurant des visas de tourisme, de travail ou médicaux obtenus illégalement », précise-t-il.

L'enquête de l'Oltim démarre en septembre 2021 lorsque les policiers détectent l'arrivée en nombre de ressortissants indiens. Des personnes qui voulaient aller aux États-Unis en passant par le Mexique mais qui se sont fait renvoyer à Paris. Les enquêteurs comprennent avoir affaire à une filière constituée. Au fil des investigations, ils découvrent que les gens sont installés sur place, qu'on leur trouve du travail, notamment dans des entreprises du BTP en région parisienne, des faux documents, des visas touristiques ou de travail et des billets d'avion pour la suite de leur périple.

Ils ont pu alors remonter jusqu'aux 26 personnes soupçonnées de figurer dans l'organisation, à divers niveaux : celui de passeurs, mais aussi celui des blanchisseurs et des courtiers financiers occultes. « Nous avons également réussi à établir le chemin de l'argent, ce qui est

plus rare », ajoute Julien Gentile qui évoque le rôle, dans ce réseau, des sociétés de BTP qui émettaient des factures permettant aux passeurs de blanchir l'argent du trafic.

Mais le réseau blanchissait ses avoirs criminels également par le biais de sociétés écrans, du trafic d'or et le système de la hawala qui permet le transfert discret d'argent via des intermédiaires sans passer par les banques. Selon Europol, le système a permis de transférer plus de 50 millions d'euros chaque année.

Six courtiers financiers de l'organisation ont été interpellés au mois de mars, lors de la première vague d'arrestations, au cours de laquelle 13 passeurs présumés ont aussi été appréhendés. Plus tard, un prêtre tamoul impliqué dans la hawala suivra, puis quatre autres personnes pour avoir blanchi plus de 200 millions d'euros par le biais d'entreprises de travaux publics, notamment à Argenteuil et au Thillay, dans le Val-d'Oise.

Le chef de l'organisation détenu à Dubaï

Mais parmi les suspects, il manque le premier d'entre eux, soupçonné d'être à la tête de l'organisation. Il est actuellement détenu à Dubaï, mais la France a demandé son extradition. Avocat d'un chef d'entreprise du BTP de Seine-Saint-Denis mis en examen, M e Jacky Attias, s'estime serein, même s'il reconnaît l'ampleur du dossier. « La justice doit faire son travail et ne pas se laisser impressionner par les sommes et chiffres avancés qui peuvent paraître démesurés » assure-t-il. « Je suis convaincu que le temps permettra de relativiser les choses et que chacun des mis en cause démontrera ou pas son implication et à quelle échelle. »

Indice néanmoins de l'envergure du réseau, l'affaire de l'Airbus A 340 bloqué à Vatry (Marne) il y a presque un an avec 303 passagers indiens. Selon les enquêteurs, il est probable qu'il s'agisse des mêmes organisateurs, capables d'affréter cet avion depuis les Émirats arabes unis pour rejoindre Managua, au Nicaragua, avec les États-Unis en ligne de mire pour les migrants.